

## **Edito du journal de février 2005**

### **Le prix de PA 2011**

#### **12'500 exploitations sur l'autel de l'OMC !**

Le Conseil fédéral a présenté le 2 février les orientations de politique agricole qu'il entend soumettre à l'approbation du Parlement fédéral d'ici l'année prochaine, pour la période allant de 2007 à 2011.

Sa stratégie est sans surprise: au delà d'un engagement financier renouvelé en faveur d'un «développement durable de l'agriculture» et d'un transfert accru des mesures de soutien du marché vers les paiements directs, c'est un agenda totalement dépendant de l'OMC et de son idéologie qui sera véritablement au cœur de la politique agricole des années à venir.

On sentait bien sûr les pressions augmenter depuis plus d'une année, à travers des interventions médiatiques de plus en plus hostiles et grinçantes en provenance de divers milieux économiques et politiques. Le travail de sape a finalement abouti à la proposition du 2 février, après de multiples affrontements de coulisses et la division du Conseil fédéral lui-même en deux camps. Autant dire que la bataille ne fait que commencer, et que le projet PA 2011 risque encore de subir de nombreux changements jusqu'à son adoption par les Chambres fédérales.

#### **L'agriculture monnaie d'échange à l'OMC**

Dans le projet retenu par le Conseil fédéral, l'agriculture jouera bien le rôle de monnaie d'échange que l'on craignait dans le nouveau paquet d'accords OMC, la Suisse exigeant toujours plus de libéralisme dans tous les autres secteurs de la négociation. Quant à l'absorption du choc, le Conseil fédéral a retenu le scénario de l'élimination accélérée de plus de 12'500 exploitations d'ici 2011 et de la diminution du revenu réel des exploitations qui resteront en activité à cette date.

#### **Des augmentations de prix en lieu et place des restructurations forcées**

Le scénario présenté par le Conseil fédéral n'est pourtant pas le seul envisageable. Il occulte par exemple totalement le fait que les paysans sont bel et bien des acteurs du marché, et qu'ils peuvent en influencer les paramètres dans un autre sens que celui qui est jugé à priori inéluctable. Il occulte également totalement le fait que les consommateurs pourraient également se révéler dorénavant plus exigeants en matière de normes sociales et de répartitions des marges au sein des filières agro-alimentaires.

Uniterre privilégie un tout autre scénario pour les années à venir. Le principal problème de l'agriculture suisse ne réside pas dans l'existence d'un trop grand nombre de paysans, mais bien dans la pratique systématique de prix à la production trop bas, non négociés, non conformes à la vérité des coûts de production suisses. C'est à ce dysfonctionnement grave des marchés qu'il faut apporter un remède. C'est à l'accaparement des marges par des partenaires en position d'abus de position dominante qu'il faut s'attaquer de toute urgence. C'est au rééquilibrage des forces entre producteurs et acheteurs qu'il faut travailler, par regroupement et gestion de l'offre en mains des organisations paysannes.

Le scénario proposé par le Conseil fédéral n'est pas celui qui convient à l'agriculture paysanne suisse. Quand les paysans et leurs organisations en seront eux-mêmes convaincus, il sera alors possible de ne plus l'accepter comme parole d'évangile et de le rendre caduque.

## **Et revoilà l'exemple autrichien !**

Tout au long de 2004, l'agriculture autrichienne nous a été servie en long, en large et en travers comme l'exemple à suivre, sur la base d'interprétations plus que tendancieuses sur la situation paysanne autrichienne. En ce début d'année, le prix du lait autrichien a été augmenté de 4 centimes par kilo à la production, et le prix payé par le consommateur a été relevé de la même somme exactement, à la suite d'un accord passé entre organisations paysannes, transformateurs et distributeurs. L'accord s'étendra sous peu à l'ensemble des produits de l'agriculture autrichienne, des augmentations de prix ayant également été fixées d'un commun accord pour les fruits, les légumes, les viandes et l'ensemble des produits laitiers.

Voilà qui est diablement plus excitant que le scénario du Conseil fédéral ! Uniterre avait estimé en automne de l'année dernière qu'il serait absolument normal que l'agriculture se fixe un objectif de 500 millions de recettes supplémentaires sur les marchés, que ce soit par une plus juste répartition des marges entre les différents acteurs des filières, ou que ce soit par des augmentations de prix à la consommation. De meilleurs prix à la production sont du domaine du possible. Encore faut-il les revendiquer. Nous en sommes persuadés.

*Uniterre*